

**YUGOSLAVIE (KOSOVO) .**

**Les résistants oubliés du conflit au  
Kosovo : le prix de la conscience**

Index AI : EUR 70/118/99

**Embargo le 27 octobre 1999 à 0h01 TU**

*« ... Ne laissez pas un  
patriotisme mal avisé vous mêler  
[aux] crimes [de Milosevic] »*

(texte d'un tract largué sur la  
région de Belgrade par les avions  
de l'OTAN en avril 1999)

Les dirigeants des pays membres  
de l'OTAN ont lancé de nombreux  
appels de ce genre aux membres  
des forces armées yougoslaves. Mais  
ensuite, ils ne se sont guère souciés  
du sort des milliers de jeunes gens  
qui ont écouté ces avertissements,  
ou qui ont couru le risque de tout  
perdre pour rester fidèles à leur  
conscience.

*« Maintenant que le conflit a  
pris fin, de nombreux objecteurs de  
conscience se retrouvent sans  
aucune garantie de sécurité à long  
terme dans les pays où ils ont  
cherché refuge, alors qu'ils risquent  
de lourdes peines de prison s'ils  
sont renvoyés en République  
fédérale de Yougoslavie, a déclaré*

Brian Phillips, représentant  
d'Amnesty International qui vient  
de rentrer de Hongrie, pays où la  
plupart de ces hommes ont fui.

*« Selon toute apparence, les  
gouvernements qui ont lancé un  
appel à la résistance ne se  
préoccupent guère, voire pas du  
tout, du sort de ces hommes, qui  
sont devenus les "résistants  
oubliés". »*

Plusieurs centaines d'objecteurs  
de conscience auraient déjà été  
incarcérés en République fédérale  
de Yougoslavie, ainsi que des  
insoumis et des déserteurs, et  
purgeraient pour la plupart des  
peines de cinq ans  
d'emprisonnement ou davantage.  
Et, selon les informations dont  
dispose Amnesty International,  
23 000 cas analogues, au moins,  
seraient en instance devant les  
tribunaux militaires yougoslaves.

À l'étroit dans une chambre qu'il  
partage avec sept autres hommes,  
dans un camp de réfugiés,

« Goran » se souvient de la sécurité de son ancienne vie en Serbie, du temps où il avait un travail et un appartement, et mesure ce que lui coûte aujourd'hui sa fidélité à des principes qui lui interdisaient catégoriquement de participer au conflit au Kosovo. « J'ai risqué ma vie pour arriver jusqu'ici, et je suis reconnaissant du peu que j'ai, mais ce n'est pas normal de devoir vivre dans une pièce avec sept autres personnes ».

« Goran » est l'un des objecteurs de conscience qu'Amnesty International a interrogés en Hongrie au mois de septembre. Dans son rapport sur cette mission, l'Organisation dénonce l'attitude décevante des autorités hongroises et des organisations internationales face à la situation tragique de ces résistants, qu'elles refusent souvent de reconnaître comme des réfugiés authentiques.

« Il ressort des témoignages recueillis que l'ensemble de la communauté internationale a

Amnesty International estime que si ces hommes revendiquent le statut de réfugié, c'est parce qu'ils ont de bonnes raisons de craindre d'être persécutés pour leurs croyances religieuses ou leurs

délaissé toute une catégorie d'hommes qui ont, de toute évidence, besoin d'attention dans les plus brefs délais et dont la protection doit être garantie, a déclaré Brian Phillips.

« Tous ces hommes sans exception se sont plaints de n'avoir reçu aucune information concernant leur statut d'objecteur de conscience au service militaire, ce qui est pour le moins alarmant. »

« Aleksa », membre de l'Église adventiste du septième jour, est un autre objecteur interrogé par Amnesty International. Il était disposé à faire son service militaire sans porter les armes, mais a refusé, pour des raisons de conscience, de participer à un conflit armé ou d'obéir à des ordres lui demandant de tuer. « Je ne peux pas rentrer dans mon pays en tant que déserteur, car ma vie serait alors en danger », a-t-il expliqué dans une déclaration écrite à Amnesty International.

opinions politiques. Une protection réelle et durable devrait donc leur être accordée.

L'Organisation pense également que les violations du droit international

humanitaire -| largement démontrées - qui ont été perpétrées par les forces armées yougoslaves au Kosovo devraient, à elles seules, être considérées comme un motif suffisant pour refuser, pour des raisons de conscience, de se joindre à ces forces.

Pour qu'Aleksa et tous ceux qui sont dans son cas ne soient pas oubliés, Amnesty International appelle les autorités nationales et la communauté internationale - en particulier les gouvernements des pays membres de l'OTAN - à prendre sans tarder les mesures suivantes :

- les autorités de la République fédérale de Yougoslavie doivent libérer tous les objecteurs de conscience qui sont actuellement emprisonnés, et suspendre immédiatement toutes les procédures judiciaires engagées contre des hommes pouvant être légitimement considérés comme des objecteurs de conscience au service militaire ;
- le gouvernement hongrois et celui des autres pays concernés doivent s'assurer qu'aucune personne ayant fui la République fédérale de Yougoslavie pour des raisons de conscience n'est renvoyée dans son pays d'origine si elle risque d'y être arrêtée, emprisonnée ou persécutée de quelque façon que ce soit, et garantir à ces personnes une protection réelle et

durable ;

- la communauté internationale doit s'assurer que tous les responsables concernés ont une connaissance réelle des normes internationales relatives à l'objection de conscience au service militaire. Elle doit aussi garantir, ainsi qu'elle y est tenue, que ceux qui ont fui la République fédérale de Yougoslavie pour éviter le service militaire en raison de leurs convictions reçoivent la protection à laquelle ils ont droit ?

Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'Amnesty International intitulé *The forgotten resisters: the plight of conscientious objectors to military service after the conflict in Kosovo* [Les résistants oubliés : la situation tragique des objecteurs de conscience après le conflit au Kosovo] (index AI: EUR 70/111/99) ou contactez le service de presse de l'Organisation à Londres (tél. 44 171 413 5566) ou consultez notre site Web à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org>

